

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 Cergy-pontoise

Cergy-Pontoise, le 19 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 décembre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société S.D.P.M. (SOCIÉTÉ DÉCORATION PROTECTION MÉTAUX)**

33 rue louis Rameau  
95870 Bezons

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2023 dans l'établissement SDPM DECORAT. PROTECT. MÉTAUX implanté 33 rue louis Rameau 95870 Bezons. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SDPM DECORAT. PROTECT. MÉTAUX
- 33 rue louis Rameau 95870 Bezons
- Code AIOT : 0006505518
- Régime : Autorisation, Non Seveso, IED

La société SDPM est une société familiale autorisée à exploiter, à Bezons, des ateliers de traitement de surface réglementés par arrêté préfectoral du 24 juillet 1989, actualisé le 24 décembre 2008.

La société SDPM réalise principalement du traitement par zinc et cadmium, sur des petites pièces de connectique notamment, pour les secteurs de l'aéronautique, le spatial et le ferroviaire. Environ 20 personnes travaillent sur le site, du lundi au vendredi entre 6h30 et 17h30.

L'exploitant a supprimé tous les rejets aqueux industriels vers le réseau public d'assainissement depuis mars 2009, date de mise en place d'une installation de détoxification « zéro rejet » au moyen d'un évaporateur sous vide fonctionnant en circuit fermé.

Les principaux enjeux environnementaux liés à cette installation et aux produits chimiques dangereux utilisés portent sur la prévention des risques incendie, la prévention des risques de pollution des sols et la prévention des rejets atmosphériques.

L'objet de cette visite était de vérifier les suites données aux observations émises lors de la précédente visite d'Inspection et de consacrer des points contrôles à la prévention et à la lutte contre le risque incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. **Les fiches de constats faisant l'objet d'une proposition de suites administratives sont les suivantes:**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Chauffe des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous constatons à l'issue de cette inspection que la société SDPM présente des lacunes dans l'établissement de procédures relatives à la sécurité des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Suites de la dernière inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 29 juillet 2020 consécutive à une inspection menée le 29 juin 2020
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suites
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de la visite d'inspection du 26 juin 2020, les 7 non-conformités et 3 observations suivantes avaient été formulées :  • 7 non-conformités :  <b>Non conformité n°1 (récurrente) :</b> Les sections suivantes des FDS contrôlées ne sont pas respectées : Sections 6 (mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle) et 7.1 et 7.2 (manipulation et stockage). <b>Non conformité n°2 :</b> L'état actualisé du montant des garanties financières est à transmettre dans les meilleurs délais. <b>Non conformité n°3 :</b> L'exploitant a obstrué l'accès principal à l'atelier de traitement de surface par des meubles-étagères. Il s'agit d'un obstacle à l'évacuation des personnes et à l'intervention des services d'incendie et de secours. Il conviendrait que l'exploitant corrige cette non-conformité et éventuellement adopte les dispositions organisationnelles (consignes,...) qui s'avèrent nécessaires. <b>Non conformité n°4 :</b> La désignation du personnel en charge de la surveillance de l'installation, que ce soit de façon générale ou pour les tâches plus spécifiques telles que le fonctionnement de la STEP, n'est pas effectuée et formalisée. <b>Non conformité n°5 :</b> L'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des consignes d'exploitation mentionnées à l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2008. <b>Non conformité n°6 :</b> L'exploitant ne dispose pas du registre des vérifications effectuées mentionnées à l'article 15.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2008. <b>Non conformité n°7 :</b> Les rétentions du local de la STEP ne sont pas munies du revêtement étanche et inattaquable prescrit par l'article 12.1 de l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2008.  • 3 observations :  <b>Observation n°1 (récurrente) :</b> La société SDPM devra informer l'inspection de la décision de la commission européenne sur l'autorisation d'utilisation du trioxyde de chrome, et modifier la part de son procédé industriel mettant en œuvre cette substance le cas échéant. <b>Observation n°2 :</b> Le mauvais état de propreté constaté au niveau de la station de traitement doit conduire l'exploitant à réfléchir à un moyen que cette situation ne se reproduise plus. <b>Observation n°3 :</b> L'exploitant doit justifier que le matériel de nettoyage dont il dispose pour la zone de la station d'épuration est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b> Lors de la visite nous avons pu vérifier qu'ont été corrigées les non-conformités n°1 (notamment par l'achat de masques à cartouches), n°3, n°4, n°5 (traité en fiche n°7 du présent rapport), n°6 et n°7, ainsi que les observations n°2 et n°3.  Par courriels des 29 et 31 mars 2023, la société SDPM a transmis l'état actualisé de ses garanties financières ainsi que la décision favorable de la commission européenne sur l'autorisation d'utilisation du trioxyde de chrome, permettant de lever la non-conformité n°2 et l'observation n°1.  En conclusion, toutes les non-conformités et observations formulées à l'issue de l'inspection du 26 juin 2020 ont été corrigées ou prises en compte par la société SDPM.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : État des stocks et plan de stockages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006 et APC du 23 mars 2007
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks et plan de stockages
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 12 de l'arrêté Ministériel du 30/06/2006 - L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Titre 3, article 1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2007 – Connaissance et étiquetage des produits L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>Titre 3, article 1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2007 – Plan des stockages L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan général des stockages daté d'octobre 2014 ainsi qu'un plan des stockages plus détaillé portant sur la zone stockage bains usagés et la zone de stockage des composés acides et chromiques.</p> <p>Bien qu'étant assez ancien, ces plans restent représentatifs de la situation de stockage constatée par l'Inspection au jour de la visite.</p> <p>L'état des stocks dont dispose l'exploitant est régulièrement mis à jour.</p> <p>Les plans des stockages et l'état des stocks indiquant une moyenne représentative des produits stockés sont disponibles dans une boîte accessible aux pompiers en entrée du site.</p> <p>Nous avons pu constater que l'exploitant ne stocke pas de matières dangereuses dans des quantités déraisonnables au regard de ses besoins. Nous avons également pu constater que les déchets sont eux aussi régulièrement évacués, les données fournies par GEREPE permettant de confirmer ce constat.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Désenfumage – Présence de DEFNC

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation. Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a fourni l'avant-dernier rapport de vérification des systèmes de désenfumage daté du 16 décembre 2022 et réalisé par la société IDEA FRANCE. Ce rapport mentionne 2 dysfonctionnements qui ont ensuite été corrigés comme en atteste le rapport de contrôle suivant d'IDEA FRANCE du 16 novembre 2023.</p> <p>Le rapport de 16 novembre 2023 mentionne deux nouvelles non-conformités que l'exploitant indique avoir prises en compte. L'Inspection constate que l'exploitant prend systématiquement les mesures qui s'avèrent nécessaire lorsque des non-conformités apparaissent.</p>

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les commandes manuelles de désenfumage sont positionnées à proximité d'un accès et que celle-ci sont accessibles. L'exploitant a indiqué que le désenfumage peut se déclencher automatiquement via une cartouche de gaz, ce que confirme la lecture des rapports IDEA FRANCE précités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Installations électriques – contrôle périodique

**Référence réglementaire :** APC du 23 octobre 2007, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques – contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

Titre 2 - Article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007 : installations électriques :  
... Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs ...

**Constats :** L'équipe d'Inspection a demandé à consulter les deux derniers rapports de vérification des installations électriques.

Le compte rendu de vérification annuelle des installations électriques du 5 décembre 2022 rédigé par la société DEKRA conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion.

Le rapport du 21 décembre 2023 de la société DEKRA conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Seule une non-conformité est à l'origine de cette conclusion. L'exploitant a justifié à l'Inspection avoir déjà engagé les mesures permettant de corriger cette non-conformité.

La prescription contrôlée est vérifiée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Installations électriques – chauffage des bains

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.

**Constats :** Les bains de traitement disposent de cannes chauffantes. Les bains sont équipés de flotteur asservis au chauffage qui disjonctent l'électricité lorsque survient un manque de liquide dans les bains.

L'exploitant a indiqué que la vérification de ces équipements de sécurité était réalisée tous les jours, par les opérateurs de bains, au démarrage de la journée. Ils vérifient qu'il n'y a pas de cristallisation et que le panneau électrique a bien disjoncté.

Nous n'avons pas pu constater la réalité de ces contrôles qui ne sont mentionnés dans aucune procédure, ni ne sont reportés dans aucun registre.

**Non conformité n°1 :** Le contrôle des dispositifs de sécurité des bains chauffés n'est pas formalisé. Il conviendrait que l'exploitant prenne les mesures nécessaires afin de formaliser la procédure de contrôle des bains et garantir un suivi de la bonne réalisation de ces contrôles (dont la vérification des alarmes visuelles et sonores).

L'exploitant indique qu'il n'y a pas de fréquence de vérification recommandée par le constructeur des flotteurs asservis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 6 : Moyens de lutte incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10, APC du 23 octobre 2007
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10</u> - L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.  <u>Titre II article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 octobre 2007 – Moyens de lutte contre l'incendie</u> - L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. En particulier, les dispositions suivantes devront être respectées : <ul style="list-style-type: none"><li>• assurer la défense extérieure contre l'incendie par deux poteaux de 100 mm normalisé (NFS 61-213), piqués directement sans passage par compteur ni by-pass, sur une canalisation assurant un débit d'au moins 2000 litres par minutes, sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 100 mètres du bâtiment, accessible par les chemins praticables.</li><li>• répartir judicieusement et en nombre suffisant des extincteurs de nature et de capacité appropriées aux risques.</li></ul> Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les compte-rendus Q4 des vérifications annuelles 2022 et 2023 des extincteurs rédigés par la société EUROFEU SERVICES. Ces rapports concluent au bon état de fonctionnement des extincteurs du site. L'inspection a constaté par sondage que les extincteurs sont accessibles. Les dispositions contrôlées sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.  Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets.  Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme.  Des consignes de sécurité sont établies et disponibles en permanence dans l'installation. Elles spécifient notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la liste des vérifications à effectuer avant remise en marche de l'installation après une suspension prolongée d'activité ;</li><li>- les conditions dans lesquelles sont délivrées les substances et préparations toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport ;</li><li>- les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance, notamment les vérifications des systèmes automatiques de détection ;</li><li>- les modalités d'intervention en cas de situations anormales et accidentelles ;</li></ul>



- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 16.
<b>Constats :</b> Nous avons pu constater que l'exploitant dispose de diverses procédures de vérification des installations :
- Procédure de délivrance des produits toxiques (notamment le cyanure), procédure de manipulation des produits dangereux du 8 novembre 2018 et procédure en cas de déversement de matières dangereuses du 8 novembre 2018 ;
- Procédure pour remise en marche de l'installation après arrêt prolongé (fiche d'instruction FI 7.5.3. Ind A relative à la méthode de redémarrage et reprise d'activité créée le 14 janvier 2021).
Les eaux de process circulent en circuit fermé, il n'y a ainsi pas de rejet d'eaux industrielles par la société SDPM et donc pas de procédure associée.
La rétention des eaux incendie est passive, il n'y a donc pas de procédure nécessaire à la mise en rétention des eaux incendies.
La fiche de constat n°5 a montré que la société SDPM ne disposait pas de procédure de contrôle des dispositifs de sécurité des chauffages des bains de traitement. La fiche n°5 porte cette non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le plan général des réseaux daté de décembre 2019. Celui-ci semble cohérent avec les constats opérés lors de la visite du site. La prescription contrôlée est respectée.
<b>Observation n°2 :</b> Nous recommandons fortement à l'exploitant de faire figurer le plan des réseaux dans une boîte aux lettres destinée aux pompiers en entrée de site (évoqué en fiche de constat n°2).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Confinement des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m <sup>3</sup> par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> L'Inspection a pu constater que l'ensemble des produits chimiques du site (bains, produits, déchets) sont disposés sur des rétentions suffisamment dimensionnées. L'ensemble du site forme également une rétention passive.
Nous avons constaté qu'il n'y a pas de produits chimiques dangereux stockés dans un point bas (type sous-sol), ce qui est parfois source de difficulté d'intervention lors d'un incendie lorsque les eaux d'extinction s'y accumulent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 10 : FDS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article Article 31.1.a), 31.5 Annexe II – 1.3, 37.5.a) 37.5.a)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> 31.1.a) - Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008.  31.5 - La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.  Annexe II – 1.3 - Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.  37.5.a) - Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
<b>Constats :</b> Après vérification par sondage, nous avons pu constater que l'exploitant dispose des FDS des substances ou mélanges qu'il utilise et en respecte les recommandations y figurant. Ces FDS sont conformes aux points de contrôles de la présente fiche. Cette prescription est respectée par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 11 : Porter à connaissance de modifications des conditions d'exploiter

<b>Référence réglementaire :</b> Article R.181-46 II.
<b>Thème(s) :</b>
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> La société SDPM a indiqué avoir substantiellement réduit le volume des produits de traitement utilisés et contenus dans la rétention et ces produits sont placés sur rétentions individuelles. En effet, la STEP apparaissait surdimensionnée au regard des besoins de l'exploitant. L'exploitant a le projet de remplacer la STEP au cours de l'année 2024 par un système par osmose inverse dont les premiers essais devraient avoir lieu dans les mois à venir. En cas d'échec du système par osmose inverse l'exploitant envisage de changer de STEP.  Nous rappelons à la société SDPM que, conformément aux dispositions de l'article R.181-46, toute démarche de modification des conditions d'exploiter doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite